

STRASBOURG Ouverture des commerces ce dimanche « Bilan positif » pour ce premier dimanche ouvré de décembre



L'étroite boutique Pylones du centre de Strasbourg a vu passer du monde ce dimanche après-midi. PHOTO DNA - MARC ROLLMANN

Il y avait du monde ce dimanche après-midi dans les rues de Strasbourg. Si les chalets du marché de Noël se suffisent à eux-mêmes pour attirer les badauds de passage, d'autres boutiques ont su tirer leur épingle du jeu. En cause, l'autorisation préfectorale exceptionnelle d'ouvrir un quatrième dimanche avant Noël (de 14 h à 18 h 30), contre deux ou trois habituellement.

Une demande formulée par l'association de commerçants

Les Vitrines de Strasbourg et son directeur général Pierre Bardet, qui se réjouit de l'affluence de l'après-midi. « Le premier dimanche n'est pas toujours bon, nous pouvons dire cette année que le bilan est positif. Les magasins n'étaient pas tous pleins à craquer, mais j'ai vu beaucoup de gens dans les rues repartir, un sac à la main. » Dimanche prochain, les boutiques qui le souhaitent pourront ouvrir aux mêmes horaires.

R.D.

ERNOLSHEIM-BRUCHE GCO
35 arbres supplémentaires plantés sur le tracé



Les arbres ont été plantés sur le tracé du viaduc. PHOTO DNA

Les militants anti-GCO poursuivent leur opération de plantations d'arbres sur le tracé de l'autoroute. Après Pfulgrishheim et Kolbsheim, la troisième étape était hier après-midi à Ernolsheim-Bruche.

Une quarantaine de militants ont longé la piste cyclable, en bord de Bruche, pour rejoindre le site du tracé du viaduc espéré par Vinci, mais pour l'heure bloqué par la justice. Chênes, mirabelliers, pruniers, houx, sapins, etc., ont été mis en terre. « En les plantant ici, on laisse une

petite chance à nos arbres de ne pas être massacrés », glisse Guillaume Bourlier, président de l'association des Bischois. Alain Jund, élu écologiste et adjointe au maire de Strasbourg, s'est joint au groupe de planteurs. « En ce jour d'ouverture de la COP 24, insiste-t-il, c'est l'occasion de faire le lien entre ce qui se passe ici et dans le reste de la planète. Pour le GCO, il n'y a pas encore de viaduc ni d'entrée, on doit donc rester tenaces et dans la symbolique. »

► Diaporama à retrouver sur dna.fr

SOCIAL Impacts du nouveau management public

« Travailler plus vite, c'est travailler plus mal »

Le nouveau management public peut être source de souffrance. C'est en tout cas l'avis de la FSU qui a invité l'autre jour des agents de l'Éducation nationale à mettre des mots sur ce qu'ils vivent

« **F**atigue professionnelle. Perte de sens du travail. Sentiment de ne plus réussir dans son travail souvent accompagné d'un sentiment de culpabilité. Difficultés pour répondre aux injonctions de sa hiérarchie malgré son investissement... Et le phénomène s'amplifie. » La mise en œuvre du nouveau management dans le secteur public a un fort impact sur le travail des agents et leur vie personnelle, évoque Géraldine Delaye, cosecraire départementale 67 de la FSU, lors d'une formation syndicale organisée, mi-novembre à Sélestat, sur le thème « Travail sans fin ».

De nombreuses réformes souvent contradictoires

Une centaine d'enseignants et non-enseignants de l'Éducation nationale ont profité de l'occasion qui leur était offerte pour comprendre comment le nouveau management public « conduit à une détérioration des conditions de travail et peut générer de la souffrance au travail ».

En cause : « Des réformes profondes, nombreuses et souvent contradictoires. » « L'individualisation des carrières et la mise en concurrence des personnes, avec des rémunérations au mérite qui obligent à être plus performant que le collègue. » Enfin « une réorganisation, voire une destruction des services publics, afin de faire toujours plus avec moins de moyens ».

Avant d'entrer dans le vif sujet, Hervé Moreau, professeur de Sciences économique et sociale, secrétaire national du Snes-FSU et élu au CHSCT ministériel prend soin de rappeler que « si le travail peut faire souffrir, les chômeurs souffrent encore plus. Le travail est aussi source de situations positives. » Une enquête menée en 2016 auprès de 2 036 patients, a montré qu'un quart d'entre eux



Aux côtés des syndicalistes Gauvain End et Géraldine Delaye, Hervé Moreau a expliqué le processus de dégradation des conditions de travail. PHOTO DNA - FRANCK DELHOMME

avaient consulté un médecin pour des souffrances physiques en lien avec leur travail. Des souffrances pouvant aller jusqu'au suicide, comme en 2016 où des salariés de France Télécom et des infirmiers en étaient arrivés à mettre fin à leurs jours. « Travailler plus vite, c'est travailler plus et plus mal », ont rappelés les syndicalistes.

Pilotés par des managers avec des indicateurs

Le management moderne, on l'a expliqué, repose sur l'individualisation, sur la fin du collectif. Un des effets est de transformer la victime du travail en coupable, même aux yeux de ses collègues, précise Hervé Moreau avant de remonter dans le temps pour expliquer les principes du taylorisme qui « dépossède le savoir-faire des travailleurs afin de produire plus ». Parmi les principaux traits du management moderne, Hervé Moreau pointe « la déstabilisa-

tion avec des changements permanents pour que les salariés ne puissent plus opposer leur professionnalisme à leur manager et pour empêcher les travailleurs de rester dans leur zone de confort. Comme les managers ne connaissent rien aux métiers des personnes qu'ils managent, ils les pilotent avec des indicateurs, des process, des normes de qualité et de plus en plus par les nouvelles technologies. »

Plus le temps de faire son travail correctement

Au sein de l'Éducation nationale, beaucoup d'agents partagent le sentiment « que ceux qui évaluent leur travail n'y connaissent rien ». L'évaluation est quasi permanente. Au lieu de se consacrer à leur travail d'organisation et de direction, « les chefs d'établissement sont très pris par les remontés d'indicateurs », souligne Hervé Moreau. Le secteur public applique ce qui

a échoué dans le privé, estime le syndicaliste, pour qui « il n'est pas possible de mesurer le travail en lui-même, l'effort, l'inventivité. L'heure de cours est plus ou moins fatigante. Tout cela n'est pas mesurable par quelqu'un d'extérieur. » L'intensification liée au management moderne fait que « l'on a plus le temps de faire son travail correctement, plus le temps d'échanger entre collègues, le collectif du travail disparaît ». Audessus de la salle s'élève ce cri du cœur: « Cela fait plaisir de vous entendre. »

J.F.C.

LE CHIFFRE

3 %

Dans les pays industrialisés, la souffrance au travail a un coût estimé à 3 % du PIB par l'Organisation internationale du travail.

ENERGIE

Hausse du prix de fioul : les clients sur les nerfs

Variation du prix du pétrole, augmentation des taxes : le prix du fioul flambe. En Alsace, le phénomène est amplifié par une difficulté d'approvisionnement par le Rhin. Les professionnels tentent de répondre à une clientèle sur les nerfs.

« ON SE FAIT TRAITER de voleurs tous les jours », témoigne Cyrille Geny, responsable commercial chez Zeller + Cie, fournisseur de fioul aux particuliers depuis 50

ans, qui compte 5 000 clients dans le Bas-Rhin et la Moselle. « Mais nous ne faisons qu'acheter du fioul ! » Autrement dit, l'entreprise est soumise aux aléas d'un marché très chaotique.

Le calcul du prix du fioul s'indexe sur différents indices : le prix du baril de pétrole qui joue au yoyo, le cours du change du dollar en euro qui est moins avantageux et depuis mi-octobre, un problème d'approvisionnement des dépôts de carburants alsaciens par le Rhin dont le niveau est trop bas (DNA du 26 novembre).

« Les barges ne sont remplies qu'à 10 % de leur capacité, pourtant nous payons le même prix de transport, que le bateau soit plein ou à peine chargé. » Résultat les prix ne sont pas favorables : le fioul qui affichait les 80 centimes du litre au début de l'année est passé à plus de 1 euro en octobre, selon les chiffres de la DIREM.

« La baisse ne se ressentira pas sur le prix final »

« Nos clients achètent avec parcimonie, là où ils commandaient 2 000 à 3 000 litres, on nous

demande 1 000 litres seulement. On propose des échelonnements de paiement en deux ou trois fois, pour mieux faire face à la dépense », ajoute le professionnel.

« On arrive au terme de la hausse, mais la baisse ne se ressentira pas sur le prix final, tempère Philippe Jacquin, président du syndicat inter-régional des combustibles d'Alsace. Le gouvernement augmente les taxes. La TICPE (taxe inférieure de consommation sur les produits énergétiques) va augmenter de 27,60 euros pour 1 000 litres au 1^{er} janvier 2019. Ce qui a déjà

été le cas en janvier dernier, et doit encore se reproduire en 2020, 2021 et 2022. De plus, avec sa soixantaine de revendeurs, le marché alsacien du fioul est une goutte d'eau dans le marché mondial. On a peu d'impact et on continuera à subir le jeu des gros producteurs. » Sans solution, les clients attendent une baisse sensible du prix du fioul. Une revendication reprise par le mouvement des gilets jaunes ces derniers jours. Mardi, le gouvernement annonçait vouloir accompagner l'abandon des chaudières

au fioul dans les maisons individuelles dans les dix ans, grâce à un crédit d'impôt et une prime à la conversion.

« C'est difficile pour beaucoup de clients d'abandonner le chauffage au fioul, analyse Philippe Jacquin. La clientèle est souvent âgée et ne souhaite plus investir dans une nouvelle chaudière. Par ailleurs, seule 10 000 communes en France ont accès au gaz, pour les autres il n'y a que le bois comme alternative ou l'électricité qui est bien plus cher. »

Florent POTIER

TTT-RE1 04

